

## Editorial

# Faire-valoir

Jacques Hillion

Des négociations entre instituteurs et gouvernement sur la revalorisation de leur carrière, on ne retient généralement que l'augmentation de traitement obtenue par les syndicats. La menace de grève brandie par une partie de ces mêmes enseignants ne fait qu'attiser ce constat en attirant les regards de l'opinion sur une profession généralement considérée comme privilégiée.

Les politiques, non sans démagogie, encouragent largement ce point de vue. Le discours de Jean-Claude Juncker à Tétange devant des militants chrétiens-sociaux samedi dernier va dans ce sens et montre que le slogan du CSV, «Le dialogue avec vous» a des limites qu'il ne faut pas franchir sans s'attirer les foudres du Premier. Son «*Ça suffit maintenant!*» doit encore résonner dans les têtes des instits qui ne se satisfont pas d'«un travailler plus pour gagner plus» puisque les 185 heures supplémentaires annuelles proposées sont vécues comme une surcharge de travail difficile à supporter. Reste à savoir si cette intimidation les empêchera de durcir leur mouvement. Le dépouillement est en cours et son résultat, grève ou pas grève, ne devrait être connu que ce jeudi.

Malgré tout, on voit bien les mâchoires du piège se refermer sur cette catégorie sociale autour de laquelle les préjugés sont aussi bien attachés qu'une tique sur la peau. Entre le niveau de salaire, le temps libre, la sécurité de l'emploi et les autres avantages liés à la fonction publique, la compassion pour un complément salarial substantiel sans contrepartie en terme d'augmentation de temps de travail – selon un compromis

que les instituteurs les plus remontés pourraient accepter – n'a guère sa place.

Pourtant, le cas des instituteurs est révélateur de la crise qui touche l'école. Il est en effet symptomatique que dans le cadre des négociations sur la revalorisation de carrière, seuls les enseignants occupent le devant de la scène alors que les éducateurs gradués, assistantes sociales et autres professions sont également concernés par ce problème.

L'école est dans le marasme. Le fait que les discussions sur sa réforme se poursuivent depuis des lustres accentue le malaise – celle de la ministre de l'Education est, à ce titre, un enjeu primordial de cette législature après les échecs de ces prédécesseurs. Devant cette incapacité à réformer profondément et efficacement l'école, il n'est pas étonnant qu'enseignants et parents y perdent leur latin, d'autant plus que le rapport à l'école a radicalement changé avec les transformations de la société.

Pourtant, il est un fait qui ne peut être ignoré et qu'une augmentation de salaire, nécessaire ou non, ne peut cacher: les instituteurs sont en première ligne face aux mutations sociales du pays. Bon an, mal an, le Luxembourg accueille 4.000 personnes, soit une ville de la taille de Dudelange tous les cinq ans. Les enfants de ces nouveaux habitants, ce sont les instituteurs qui les prennent en charge, les instruisent et en font les Luxembourgeois de demain.

A ce titre, le problème des instits dépasse le cadre d'une négociation entre partenaires sociaux. La question de fond est celle de l'école et de son adaptation à la réalité luxembourgeoise si particulière. Car aussi paradoxal que cela paraisse, la Chambre de commerce, dans le cadre d'une analyse d'efficacité sur la maîtrise des dépenses publiques, montre que la part de l'enseignement dans le PIB pourrait passer de 4,5 à 1,7% (gain effectué sur les salaires, entre autres), celle de la santé de 3,8 à 1,3% ou des prestations familiales de 2,7 à 2,3%.

Est-ce vraiment le Luxembourg de demain que nous voulons?